

Formulaire commenté

DUME - Document Unique de Marché Européen

L'utilisation du DUME n'est pas obligatoire selon les derniers guides de la DAJ de Bercy relatifs la dématérialisation des marchés publics (janvier 2019/V3).



Cependant, **les acheteurs doivent accepter les DUME électroniques envoyés par les entreprises.**

Où trouver le DUME ?

Le DUME est disponible sur les plateformes de marchés publics des acheteurs. Il peut être également rempli sur la base de l'utilitaire de Chorus Pro :

<https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/operateur-economique>

Quels conseils pour compléter un DUME ?

- Les rubriques suivies d'un astérix* doivent être impérativement complétées
- Munissez-vous du règlement de la consultation (RC) du marché :
 - ✓ **complétez les rubriques en fonction de la partie «candidature» du RC,**
 - ✓ **si le RC ne précise rien, complétez le DUME en fonction des formulaires DC1 et DC2 remplis habituellement.**

Vous pouvez joindre des PJ au DUME lorsque les documents ne sont pas accessibles par des moyens tels que sites Web, plateformes, espaces de stockage numériques...

Vous pouvez envoyer votre DUME complété à l'acheteur au format : XML uniquement ou XML et PDF.

Certaines rubriques font l'objet d'un commentaire signalé en vert

Informations concernant la publication

Disposez-vous des références de l'avis publié au BOAMP ou au JOUE ?

Oui Non

IDENTITE DE L'ACHETEUR

Numéro de SIRET :

Nom de l'acheteur :

INFORMATIONS RELATIVES A LA PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHE

Type de procédure* : **Obligatoire si l'acheteur ne l'a pas complété**

Type de marché* : **Obligatoire si l'acheteur ne l'a pas complété**

Nature du marché* : **Obligatoire si l'acheteur ne l'a pas complété**

Numéro de référence attribué au dossier par l'acheteur :

Titre ou brève description du marché :

Brève description :

A – INFORMATIONS CONCERNANT L'OPERATEUR ECONOMIQUE

IDENTIFICATION

Nom* :

Numéro de TVA (le cas échéant) :

SIRET :

Rue et numéro* :

Code postal* :

Ville* :

Pays* :

Personne ou personnes de contact* : **obligatoire**

En principe, les mêmes personnes que celles visées dans les DC1/DC2

Téléphone :

Courriel

Adresse internet (adresse web) :

INFORMATIONS GENERALES

Etes-vous une micro, une **petite ou une moyenne entreprise** ? ¹

Oui Non

Uniquement dans le cas où le marché est **réservé**² : Êtes-vous un atelier protégé, une 'entreprise sociale' ou prévoyez-vous l'exécution du marché dans le cadre de programmes d'emplois protégés ?

Oui Non **Les entreprises du Numérique peuvent être amenées à prendre en sous-traitance de telles entreprises**

Quel est le pourcentage de travailleurs handicapés ou défavorisés employés ?

Indiquer à quelles catégories les salariés concernés appartiennent (travailleurs handicapés ou défavorisés):

Etes-vous inscrit sur une **liste officielle d'opérateurs économiques agréés**³ ou êtes-vous muni d'un certificat équivalent ?

Oui Non **Ne concerne pas les entreprises du Numérique**

a) Veuillez indiquer le nom de la liste ou du certificat et le numéro d'inscription ou de certification :

b) Les documents sont disponibles en ligne à l'adresse suivante :

c) Veuillez indiquer les références qui vous ont permis d'être inscrits sur la liste officielle ou d'obtenir la certification, ainsi que la classification dans cette liste

d) L'inscription ou la certification couvre-t-elle tous les critères de sélection requis ?

Oui Non

e) Serez-vous en mesure de fournir un certificat justifiant du paiement des cotisations de sécurité sociale et des impôts et taxes ou de fournir des informations permettant à l'acheteur de l'obtenir

¹ Une PME répond aux critères suivants :

- moins de 250 personnes
- chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 millions d'euros ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 43 millions d'euros
- non détenue à plus de 25% par une autre entreprise

² Certains marchés publics peuvent être réservés à des entreprises ou établissements à condition qu'au moins 50% de leur personnel soient des travailleurs handicapés ou défavorisés (Art.13 du décret du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics)

³ Il s'agit d'un cas spécifique qui concerne les candidats étrangers inscrits sur une liste officielle d'opérateurs économiques agréés

directement en consultant une base de données nationale dans un État membre qui est accessible gratuitement ?

Oui Non

Les documents sont disponibles en ligne à l'adresse suivante :

Soit :

- www.urssaf.fr (cotisations de sécurité sociale)
- www.impots.gouv.fr (impôts et taxes)
- prestataire extérieur qui détient et gère des informations relatives à l'entreprise (plateforme)
- espace de stockage numérique de l'entreprise
- espace de stockage numérique de la plateforme sur laquelle l'entreprise répond au marché

Allez-vous participer à la procédure en groupement

Oui Non

a) Veuillez préciser votre rôle au sein du groupement (**mandataire**, responsable de l'exécution de tâches spécifiques, etc.) et les prestations exécutées : **(dans le cas de groupement conjoint préciser si le mandataire est solidaire ou non, en fonction du RC)**

b) Identification des membres du groupement

c) Le cas échéant, nom du groupement participant :

En France, le groupement n'a pas de nom particulier, il ne doit pas être assimilé à une société de fait

Indiquez-le ou les lots pour lesquels la candidature est présentée :

B : INFORMATIONS RELATIVES AUX REPRESENTANTS DE L'OPERATEUR ECONOMIQUE (LE CAS ECHEANT)

REPRESENTANT LE CAS ECHEANT

Nom :

Prénom :

Date de naissance :

Lieu de naissance :

Rue et numéro :

Code postal :

Ville :

Pays :

Téléphone :

Courriel :

Fonction/agissant en tant que :

Forme juridique de l'opérateur économique / informations générales :

C – INFORMATIONS RELATIVES AU RECOURS AUX CAPACITES D'AUTRES ENTITES

Allez-vous vous appuyer sur la ou les capacités d'un autre opérateur économique pour justifier que vous rentrez dans les critères de sélection ?

Oui Non

Veillez fournir pour chacune des entités concernées un formulaire DUME distinct contenant les informations demandées dans les sections A et B (ci-dessus) de la présente partie et à la Partie III (ci-après, **Cas d'interdictions de soumissionner Rubriques A B C D**), dûment rempli et signé par les entités concernées.

Dans la mesure où cela est pertinent pour la ou les capacités spécifiques auxquelles l'opérateur économique a recours, veuillez inclure pour chacune des entités concernées les informations demandées dans les parties IV (ci-après, **Critères de sélection**) et V (ci-après, **Réduction du nombre de candidats qualifiés, concerne les procédures restreintes**) et VI pour les déclarations finales déclarations sur l'honneur).

Conséquence :

Un sous-traitant devra compléter également un DUME spécifique, différent de celui du candidat, avec des parties distinctes selon qu'il est déclaré au stade de la candidature ou de l'offre.

	Candidature : si recours aux capacités d'un sous-traitant lors de la candidature	Offre : si déclaration d'un sous-traitant uniquement dans l'offre
--	--	---

Parties du DUME à remplir par le sous-traitant	<ul style="list-style-type: none"> • Partie A : Informations concernant l'opérateur économique (sous-traitant) • Partie B : Informations relatives aux représentants de l'opérateur économique (sous-traitant) • Partie III - A B C D : interdictions de soumissionner • Partie IV : critères de sélection : aptitude, inscription sur un registre, capacité financière... • Partie V : Réduction du nombre de candidats qualifiés, concerne les procédures restreintes • Partie VI : déclarations finales 	<ul style="list-style-type: none"> • Partie A : Informations concernant l'opérateur économique (sous-traitant) • Partie B : Informations relatives aux représentants de l'opérateur économique (sous-traitant) • Partie III -A B C D : interdictions de soumissionner • Partie VI : déclarations finales
Acte spécial ou DC 4 à fournir	<p style="text-align: center;">NON</p>	<p style="text-align: center;">OUI dans tous les cas car l'offre contient l'offre financière du sous-traitant</p>

A noter : un sous-traitant intervenant en cours d'exécution du marché devra être déclaré et ses conditions de paiement agréées via un acte spécial ou un DC4.

D : INFORMATIONS CONCERNANT LES SOUS-TRAITANTS AUX CAPACITES DESQUELS L'OPERATEUR ECONOMIQUE N'A PAS RECOURS

Si le sous-traitant intervient au stade de l'offre, il doit être déclaré dans le DUME et dans un acte spécial ou un DC4.

Le sous-traitant devra compléter à son tour certaines parties d'un DUME. Cf. tableau ci-dessus.

Avez-vous l'intention de sous-traiter une partie du contrat à des tiers ?

Oui Non

Veillez préciser le nom des sous-traitants :

Partie III - Je certifie ne pas entrer dans les cas d'interdictions de soumissionner

Oui Non

Veillez cocher les motifs pour lesquels vous entrez dans les cas d'interdictions de soumissionner

A – MOTIFS LIES A DES CONDAMNATIONS PENALES

B – MOTIFS LIES AU PAIEMENT D'IMPOTS ET TAXES OU DE COTISATIONS DE SECURITE SOCIALES

C - MOTIFS LIES A L'INSOLVABILITE, AUX CONFLITS D'INTERETS OU A UNE FAUTE PROFESSIONNELLE

D – AUTRES MOTIFS D'EXCLUSION POUVANT ETRE PREVUS PAR LE DROIT INTERNE DE L'ETAT MEMBRE DU POUVOIR ADJUDICATEUR OU DE L'ENTITE ADJUDICATRICE

Partie IV - Je souhaite remplir les critères de sélection tels que mentionnés dans les documents de la consultation

Oui Non

A - APTITUDE

INSCRIPTION SUR UN REGISTRE PROFESSIONNEL PERTINENT :

Il est inscrit sur les registres professionnels pertinents de l'État membre dans lequel il est établi

Oui Non **Ne concerne pas les entreprises du Numérique**

Plus d'informations

Les acheteurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet ?

Oui Non

INSCRIPTION SUR UN REGISTRE DU COMMERCE :

Il est inscrit sur des registres du commerce de l'État membre dans lequel il est établi :

Oui Non

Plus d'informations

Les acheteurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet ?

Oui Non

Adresse Web

Code d'accès

Autorité ou organisme émetteur

POUR LES MARCHES DE SERVICES : NECESSITE DE DETENIR UNE AUTORISATION SPECIFIQUE : NE CONCERNE PAS LES MARCHES DE TRAVAUX

Pour les marchés de service : est-il nécessaire de détenir une autorisation spécifique pour pouvoir fournir le service en question dans le pays dans lequel l'opérateur économique est établi ?

Oui Non **Ex. : - Habilitation confidentielle Défense**

- Certification particulière pour hébergement de données de santé

Plus d'informations

Les acheteurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet ?

Oui Non

POUR LES MARCHES DE SERVICES : NECESSITE DE DISPOSER DU STATUT DE MEMBRE D'UNE ORGANISATION SPECIFIQUE : NE CONCERNE PAS LES MARCHES DE TRAVAUX

Pour les marchés de service : est-il nécessaire d'être membre d'une organisation spécifique pour pouvoir fournir le service en question dans le pays dans lequel l'opérateur économique est établi ?

Oui Non

Plus d'informations

Les acheteurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet ?

Oui Non

B – CAPACITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE

CHIFFRE D'AFFAIRES ANNUEL GENERAL : VERIFIER si exigé dans le RC, sinon reprendre les mêmes données que dans le DC2

Son chiffre d'affaires annuel général pour le nombre d'exercices requis dans l'avis pertinent ou dans les documents de marché est le suivant

Plus d'informations

Montant

Date

 au

Montant

Date

 au

Montant

Date

 au

Les acheteurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet ?

Oui Non

Adresse Web

Code d'accès

Autorité ou organisme émetteur

CHIFFRE D'AFFAIRES ANNUEL MOYEN : VERIFIER si exigé dans le RC

Son chiffre d'affaires annuel moyen pour le nombre d'exercices requis dans l'avis pertinent ou dans les documents de marché est le suivant

Plus d'informations

Nombre d'années

Chiffre d'affaires moyen

Les acheteurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?

Oui Non

Adresse Web

Code d'accès

Autorité ou organisme émetteur

Condition affichage :

Oui Non

CHIFFRE D'AFFAIRES ANNUEL DANS LE DOMAINE D'ACTIVITE : VERIFIER si exigé dans le RC

Son chiffre d'affaires annuel spécifique dans le domaine d'activité couvert par le marché et précisé dans l'avis pertinent ou dans les documents de marché pour le nombre d'exercices requis est le suivant

Plus d'informations

Montant

Date

 au

Montant

Date

 au

Montant

Date

 au

Les acheteurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?

Oui Non

Adresse Web

Code d'accès

Autorité ou organisme émetteur

Condition affichage :

Oui Non

CHIFFRE D'AFFAIRES ANNUEL MOYEN DANS LE DOMAINE D'ACTIVITE : VERIFIER si exigé dans le RC

Son chiffre d'affaires annuel moyen spécifique dans le domaine d'activité et pour le nombre d'exercices requis dans l'avis pertinent ou dans les documents de marché est le suivant

Plus d'informations

Nombre d'années

Chiffre d'affaires moyen

Les acheteurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?

Oui Non

Adresse Web

Code d'accès

Autorité ou organisme émetteur

CREATION DE L'OPERATEUR ECONOMIQUE :

Si les informations concernant le chiffre d'affaires (général ou spécifique) ne sont pas disponibles pour toute la période requise, veuillez indiquer la date à laquelle l'opérateur économique a été créé ou a commencé ses activités

Plus d'informations

Année

RATIOS FINANCIERS : VERIFIER si exigés dans le RC

En ce qui concerne les ratios financiers (notamment actif et passif) indiqués dans la note pertinente, dans les documents de passation du marché ou dans le DUME, l'opérateur économique déclare que les valeurs réelles des ratios concernés sont les suivantes :

Plus d'informations

Ratio

cf. DC2 rubrique F2

Description

Voulez-vous rajouter un ratio?

Oui Non

Les acheteurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?

Oui Non

ASSURANCE CONTRE LES RISQUES PROFESSIONNELS : VERIFIER les exigences figurant dans le RC

Le montant couvert par l'assurance contre les risques professionnels qu'il a souscrite est le suivant :

Plus d'informations

Montant

Les acheteurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?

Oui Non **La plupart du temps envoi en PJ par l'entreprise**

Adresse Web

- prestataire extérieur qui détient et gère des informations relatives à l'entreprise (plateforme)

- espace de stockage numérique de l'entreprise

- espace de stockage numérique de la plateforme sur laquelle l'entreprise répond au marché

Code d'accès

Autorité ou organisme émetteur

AUTRES EXIGENCES ECONOMIQUES OU FINANCIERES : VERIFIER les exigences figurant dans le RC

Concernant les autres exigences économiques ou financières éventuelles pouvant avoir été précisées dans l'avis pertinent ou les documents de marché, l'opérateur économique déclare que :

Plus d'informations

Veillez les décrire

Les acheteurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet ?

Oui Non

C – CAPACITES TECHNIQUES ET PROFESSIONNELLES VERIFIER les exigences figurant dans le RC

Vérifiez si des Identifications Professionnelle (IP) de la FNTF sont visées, vous pouvez citer le site Web de la FNTF : www.fntp.fr

<https://www.fntp.fr/outils/annuaire-carte-professionnelle>

DECRIVEZ LES PRINCIPAUX TRAVAUX EXECUTES ANTERIEUREMENT :

Uniquement pour les marchés publics de travaux : pendant la période de référence, l'opérateur économique a exécuté les travaux du type spécifié qui suivent

Plus d'informations

Description

Montant

Date

 au

Bénéficiaires

Voulez-vous rajouter un marché de travaux ?

Oui Non

Description

Montant

Date

 au

Bénéficiaires

Les acheteurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?

Oui Non

Adresse Web

<https://www.fntp.fr/outils/annuaire-carte-professionnelle>

Code d'accès

Autorité ou organisme émetteur :

FEDERATION NATIONALE DES TRAVAUX PUBLICS - FNTF

INDIQUEZ SI VOUS ALLEZ FAIRE APPEL A DES TECHNICIENS OU DES ORGANISMES TECHNIQUES RESPONSABLES DU CONTROLE DE LA QUALITE : VERIFIER si exigés dans le RC

Il peut faire appel aux techniciens ou organismes techniques suivants, en particulier ceux responsables du contrôle de la qualité :

Plus d'informations

Veillez les décrire

Les acheteurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?

Oui Non

DANS LE CAS DE MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX : INDIQUEZ SI VOUS ALLEZ FAIRE APPEL A DES TECHNIQCIENS OU DES ORGANISMES RESPONSABLES DU CONTROLE DE LA QUALITE : VERIFIER si exigés dans le RC

Dans le cas de marchés publics de travaux, l'opérateur économique sera en mesure de faire appel aux techniciens ou organismes techniques suivants pour exécuter les travaux :

Plus d'informations

Veillez les décrire

Les acheteurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?

Oui Non

DECRIEZ LES EQUIPEMENTS TECHNIQUES ET LES MESURES EMPLOYEES POUR ASSURER LA QUALITE : VERIFIER si exigés dans le RC

Il utilise l'équipement technique et les mesures suivants pour s'assurer de la qualité et ses moyens d'étude et de recherche sont les suivants :

Plus d'informations

Veillez les décrire



Les acheteurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?

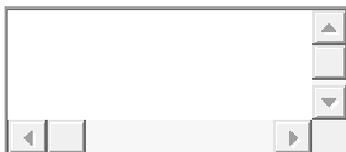
Oui Non

DECRIEZ VOS MOYENS D'ETUDES ET DE RECHERCHE : VERIFIER si exigés dans le RC

Ses moyens d'étude et de recherche sont les suivants :

Plus d'informations

Veillez les décrire



Les acheteurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?

Oui Non

DECRIEZ LES SYSTEMES DE GESTION ET DE SUIVI DE LA CHAINE D'APPROVISIONNEMENT QUE POUZ ALLEZ METTRE EN ŒUVRE : VERIFIER si exigés dans le RC

Il sera en mesure d'appliquer les systèmes de gestion et de suivi de la chaîne d'approvisionnement suivant lors de l'exécution du marché :

Plus d'informations

Veillez les décrire



Les acheteurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?

Oui Non

AUTORISATION DE REALISER DES CONTROLES - Vérifier si exigée dans le RC

Pour les produits ou services à fournir qui sont complexes ou, exceptionnellement, pour les produits ou services qui doivent répondre à un but particulier. L'opérateur économique permettra la réalisation de contrôles portant sur ses capacités de production ou sur sa capacité technique et, si nécessaire, sur les moyens d'étude et de recherche dont il dispose ainsi que sur les mesures de contrôle de la qualité ?

Plus d'informations

Autorisez-vous la réalisation de contrôles ?

Oui Non

LES TITRES D'ETUDE ET PROFESSIONNELS SUIVANTS SONT-ILS DETENUS PAR LE PRESTATAIRE DE SERVICES OU LE CONTRACTANT LUI-MEME ET PAR SON PERSONNEL D'ENCADREMENT VERIFIER si exigés dans le RC

Les titres d'étude et professionnels suivants sont détenus par le prestataire de services ou le contractant lui-même ?

Plus d'informations

Veillez les décrire :

Les acheteurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?

Oui Non

DECRIVEZ DES MESURES DE GESTION ENVIRONNEMENTALE QUE VOUS ALLEZ METTRE EN ŒUVRE LORS DE L'EXECUTION DU MARCHE : VERIFIER si exigés dans le RC

L'opérateur économique sera en mesure d'appliquer les mesures de gestion environnementale suivantes lors de l'exécution du marché :

Plus d'informations

Veillez les décrire

Les acheteurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?

Oui Non

NOMBRE DE CADRES : VERIFIER si exigés dans le RC

Le nombre de cadres de l'opérateur économique pendant les trois dernières années est le suivant :

Plus d'informations

Année

Effectif

Année

Effectif

Année

Effectif

Les acheteurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?

Oui Non

EFFECTIFS MOYENS ANNUELS : VERIFIER si exigés dans le RC

Les effectifs moyens annuels de l'opérateur économique pour les trois dernières années s'établissent comme suit :

Plus d'informations

Année

Effectif moyen

Année

Effectif moyen

Année

Effectif moyen

Les acheteurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?

Oui Non

DESCRIPTION DE L'OUTILLAGE, MATERIEL ET DE L'EQUIPEMENT TECHNIQUE QUI SERA UTILISE POUR L'EXECUTION DU MARCHE VERIFIER si exigés dans le RC

L'outillage, le matériel et l'équipement technique suivants seront à sa disposition pour l'exécution du marché :

Plus d'informations

Veillez les décrire

Les acheteurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?

Oui Non

MENTIONNEZ LA PART DE MARCHE QUE VOUS ALLEZ EVENTUELLEMENT SOUS-TRAITER :

L'opérateur économique a l'intention d'éventuellement sous-traiter la fraction suivante (**c'est-à-dire un pourcentage**) du marché

Plus d'informations

Veillez préciser :

D – DISPOSITIFS D'ASSURANCE DE LA QUALITE ET NORMES DE GESTION ENVIRONNEMENTALE VERIFIER si exigés dans le RC

DETAIL DES CERTIFICATS ETABLIS PAR DES ORGANISMES INDEPENDANTS CONCERNANT LES NORMES D'ASSURANCE DE LA QUALITE :

L'opérateur économique sera-t-il en mesure de produire des certificats établis par des organismes indépendants, attestant qu'il se conforme aux normes d'assurance de la qualité requises, y compris en ce qui concerne l'accessibilité pour les personnes handicapées ?

Plus d'informations

Votre réponse ?

Oui Non

Les acheteurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?

Oui Non

DETAIL DES CERTIFICATS ETABLIS PAR DES ORGANISMES INDEPENDANTS CONCERNANT LES SYSTEMES ET NORMES DE GESTION ENVIRONNEMENTALE : VERIFIER si exigés dans le RC

L'opérateur économique sera-t-il en mesure de produire des certificats établis par des organismes indépendants, attestant qu'il se conforme aux systèmes ou normes de gestion environnementale requis ?

Plus d'informations

Votre réponse ?

Oui Non

Les acheteurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?

Oui Non

PARTIE V: REDUCTION DU NOMBRE DE CANDIDATS QUALIFIES

Le candidat respecte-t-il les critères de restriction des candidatures fixées par l'acheteur ? (En cas de procédures restreintes)

Oui Non

Veillez détailler :

Si les documents sont disponibles en ligne, veuillez indiquer les renseignements permettant d'y accéder (adresse web, autorité ou organisme émetteur, référence précise des documents, codes d'accès, etc.) :

Oui Non

PARTIE VI: DECLARATIONS FINALES ⁴

Je déclare sur l'honneur que les informations fournies sont exactes et correctes. Je consens formellement à ce que l'acheteur ait accès aux documents justificatifs étayant les informations fournies*.

Exporter votre DUME

Vous venez de créer votre DUME ID, vous pouvez le télécharger en cliquant ci-dessous :

XML



XML + PDF



TELECHARGER

Vous souhaitez recevoir votre DUME par courriel, saisissez votre adresse électronique ici :

⁴ A noter pour information l'arrêt du Conseil d'Etat du 10 mai 2006 (n°286644) : l'acheteur peut imposer l'utilisation de formulaires dès lors que les caractéristiques du marché le justifient

Janvier 2019/V1